



**Pour présentation au CODIR  
Mercredi 30 avril 2025**

---

**Synthèse explicative des modifications statutaires et  
réglementaires (Statuts, Règlement Intérieur,  
Règlement disciplinaire, Règlement )**

# MODIFICATIONS STATUTAIRES

---

## CLARIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

---

**L'article concernant l'objet social compte deux subdivisions qui méritent d'être fusionnées pour en faciliter la compréhension.**

**Il est ainsi proposé de formuler l'article 1.1 comme suit :**

La FFN est constituée conformément à la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

La FFN entretient toutes relations utiles avec World Aquatics (WA), l'International Ice Swimming Association (IISA), les organisations étrangères leur étant affiliées, les organismes sportifs nationaux et les Pouvoirs Publics.

La FFN a pour objet l'organisation générale, le développement et la démocratisation de l'éducation sportive et du sport pour les disciplines de la Natation pour lesquelles elle a reçu délégation (la Natation Course, la Natation en Eau Libre, la Natation en Eau Froide/Glacée, le Water-Polo, le Plongeon et la Natation Artistique), ainsi que les pratiques liées aux activités des Maîtres, de la Natation Santé, estivales, récréatives, d'éveil, de découverte et de loisirs aquatiques dans l'ensemble de la France métropolitaine et d'outre-mer.

Dans la limite de ses prérogatives liées à l'agrément qui lui a été délivré par le Ministre chargé des sports et de la délégation accordée par le Ministre chargé des sports, la FFN a pour objet :

- promouvoir l'éducation par les activités physiques et sportives, développer et organiser la pratique de ces activités, délivrer les licences et titres fédéraux, assurer la formation et le perfectionnement de ses cadres bénévoles dans les disciplines mentionnées au présent article ;
- propager, directement et/ou au moyen de ses organes déconcentrés, les valeurs de la natation et promouvoir le respect de l'éthique sportive. La FFN veille notamment à prévenir et à lutter contre toutes formes de violence, de discrimination et d'incivilité dans le cadre des activités physiques et sportives ;
- soutenir l'accès de tous à la pratique des activités de la natation, de la découverte à l'apprentissage jusqu'au très haut niveau ;
- organiser les compétitions sportives à l'issue desquelles sont délivrés les titres internationaux, nationaux, régionaux ou départementaux ;
- procéder aux sélections nationales dans les disciplines visées ;
- proposer un projet de performance fédéral constitué d'un programme d'excellence sportive, et d'un programme d'accession au haut niveau qui comprennent, notamment, des mesures visant à favoriser la détection, y compris en dehors du territoire national, des sportifs susceptibles d'être inscrits sur les listes des ci-après mentionnées et d'un programme d'accompagnement à la reconversion professionnelle des sportifs de haut niveau ;
- proposer l'inscription sur la liste des sportifs, entraîneurs, arbitres et juges sportifs de haut niveau, sur la liste des sportifs Espoirs et sur la liste des sportifs des collectifs nationaux ;
- défendre les intérêts collectifs des licenciés, des membres affiliés et organismes déconcentrés. À ce titre, la FFN pourra notamment exercer, conformément à l'article L. 131-10 du code du sport, les droits reconnus à la partie civile pour toutes les infractions portant un préjudice direct ou indirect aux intérêts collectifs de ses membres. Elle pourra ainsi se constituer partie civile pour toute infraction contre les personnes ou les biens commise dans le cadre des activités mentionnées ci-dessus et susceptible de nuire à son objet social, à l'intérêt général qu'elle défend ou encore à son image.

En outre, au titre de sa délégation, la FFN édicte :

- les règles techniques propres à ses disciplines ainsi que les règles ayant pour objet de contrôler leur application et de sanctionner leur non-respect par les acteurs des compétitions sportives ;
- les règlements relatifs à l'organisation de toute manifestation ouverte à ses licenciés ;

- les règlements relatifs aux conditions juridiques, administratives et financières auxquelles doivent répondre les associations et sociétés sportives pour être admises à participer aux compétitions qu'elle organise. Ils peuvent contenir des dispositions relatives au nombre minimal de sportifs formés localement dans les équipes participant à ces compétitions.

Dans le cadre de ces missions, la FFN peut, à titre exceptionnel et sur décision de son Comité Directeur, apporter un soutien financier sous forme de convention de trésorerie à ses Ligues Régionales, Comités Départementaux ou Interdépartementaux, ou à une association poursuivant un objet identique.

## PRECISION SUR LES MOYENS D'ACTION

---

**Diverses perspectives de développement pourraient rendre pertinent d'ajouter la mention suivante en matière de moyens d'actions (article 1.2) :**

La réalisation d'opérations juridiques et/ou financières visant à déléguer le pouvoir de gérer une partie de ses activités commerciales au travers d'une ou plusieurs sociétés commerciales ou filiales dont la FFN est associée et dont elle contrôle le fonctionnement.

## COMPOSITION DE LA FFN

---

**Pour gagner en clarté et en cohérence, il est proposé de restructurer l'article concernant la composition de la fédération en plusieurs subdivisions (l'article 5.4 est intégré en partie dans l'article 3.1) :**

### *Article 3.1. Les catégories de membres*

La FFN se compose d'associations sportives déclarées selon la loi du 1er juillet 1901 ou du droit civil local dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, qui lui sont affiliées dans les conditions prévues par le chapitre 1er du titre III du livre Ier du Code du sport et qui ont pour objet la pratique des disciplines ou de l'une des disciplines comprises dans l'objet de la FFN.

Les associations sportives affiliées contribuent au fonctionnement de la FFN par le paiement d'une cotisation dont le montant et les modalités de versement sont fixés par l'Assemblée Générale.

La FFN peut également comprendre des membres bienfaiteurs, des membres d'honneur et des membres honoraires. Ces membres sont des personnes morales ou physiques, dont la candidature a été agréée par le Comité Directeur (CODIR) fédéral.

### *Article 3.2. L'affiliation*

L'affiliation est l'acte par lequel une association sportive légalement constituée acquiert la qualité de membre de la FFN.

L'affiliation des associations sportives en qualité de membre est délivrée en application des dispositions réglementaires fédérales, par la Fédération. Elle entraîne l'obligation pour l'association adhérente de respecter l'ensemble des dispositions des présents statuts et des règlements fédéraux.

### *Article 3.3. Refus d'affiliation*

La FFN peut refuser l'affiliation d'une association qui en fait la demande pour l'une des raisons suivantes :

- En cas de non-respect de l'article R.121-3 du Code du Sport, relatif à l'agrément des associations sportives ;
- Lorsque la dénomination de l'association :
  - contient une référence à caractère politique, idéologique, religieux ou syndical,
  - est susceptible de créer une confusion avec une instance de la fédération (ou ses organes déconcentrés) ou avec un club déjà affilié ;
- En cas de non-respect de la procédure d'affiliation prévue par les règlements fédéraux ;
- Ou pour tout motif justifié par l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines ou tout motif tenant à l'incompatibilité de l'objet, de l'organisation ou du fonctionnement du groupement concerné au regard des statuts, du Règlement Intérieur ou des autres règlements de la FFN.

#### *Article 3.4. Perte de la qualité de membre*

La qualité de membre de la Fédération se perd par :

- la démission, étant précisé que s'agissant d'une personne morale, la démission doit être décidée dans les conditions prévues par ses statuts ;
- le décès ou la dissolution ;
- la radiation prononcée dans le respect des droits de la défense :
  - pour non-paiement des sommes exigibles notamment des cotisations, des droits d'engagement en compétition et des amendes ;
  - non-respect des statuts et règlements fédéraux ;
  - au titre de sanction dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire.

## MISSIONS DE L'AG

---

### **Ajout d'une mention (article 4.1) :**

L'Assemblée Générale (AG) ordinaire définit, oriente et contrôle la politique générale de la FFN. Elle entend les rapports sur la gestion du Comité Directeur.

## MISSIONS DU CODIR

---

### **Ajout d'une mention et clarification et suppression de la référence au règlement intérieur pour éviter les répétitions (article 7) :**

La FFN est administrée par un Comité Directeur (CODIR) qui exerce l'ensemble des attributions que les présents statuts n'attribuent pas à l'Assemblée Générale Ordinaire ou à un autre organe.

Il constitue l'organe collégial d'administration de la fédération au sens des articles L. 131-5-1 et L. 131-15-3 du code du sport.

Le CODIR élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Exécutif chargé du suivi des affaires quotidiennes.

Le CODIR suit l'exécution du budget.

Les titres sportifs pour la délivrance desquels la FFN reçoit délégation du Ministre chargé des sports sont attribués par le CODIR sur proposition des commissions sportives.

Le CODIR est compétent pour instituer les cercles de compétences qu'il juge nécessaires et les commissions dont la création est prévue à l'Annexe I-5 art R.131-1 et R131-11 du code du sport.

Le CODIR adopte les règlements dont la compétence ne relève pas de l'AG, notamment le Règlement Médical, le Règlement Disciplinaire et les Règlements Sportifs.

## VACANCE D'UN MEMBRE DU CODIR

---

### **Précision sur les délais dans lequel une AG élective partielle devra être organisée (article 9.3.1.1) :**

Dans l'attente d'une ratification par l'Assemblée Générale élective qui lui permettra de détenir une voix délibérative, le membre proposé par l'élue en tête de la liste concernée sera coopté au sein du Comité Directeur mais ne bénéficiera que d'une voix consultative. Cette Assemblée Générale élective partielle devra se tenir dans les 6 mois qui suivent le début de la vacance.

## BUREAU EXECUTIF

---

### **Ajout d'un article sur la durée du mandat, à l'image de ce qui est prévu pour le CODIR :**

#### *11.3. Mandat des membres du Bureau Exécutif*

Les mandats des membres du Bureau Exécutif prennent fin avec celui du Comité Directeur.

Le CODIR peut également mettre fin avant son terme au mandat d'un, de plusieurs ou de tous les membres du bureau exécutif (à l'exception des représentants des SHN) par un vote intervenant dans les conditions ci-après :

- 1) Le comité directeur doit avoir été convoqué à cet effet à la demande du président ou de la majorité des administrateurs ;
- 2) Les deux tiers des administrateurs doivent être présents ou représentés ;
- 3) La révocation doit être décidée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

## DELEGATION DE POUVOIRS DU PRESIDENT ET PRESIDENT DELEGUE

---

### **Ajout d'une mention dans l'article 12.1 pour prévoir la possibilité pour le président de déléguer certaines missions :**

Le président peut déléguer certaines de ses attributions dans les conditions fixées par le règlement intérieur, notamment au Président délégué.

### **Précision à l'article 12.2 sur la composition du bureau exécutif :**

Après l'élection du Président, le Comité Directeur élit en son sein, au scrutin secret, un Bureau Exécutif composé d'au moins huit personnes (dont les deux représentants de la commission des SHN, membres de droit). Il comprend *a minima* le Président, le Secrétaire Général et le Trésorier. et les deux représentants de la Commission des Sportifs de Hauts Niveau.

Le Bureau exécutif peut également comprendre un président délégué ainsi qu'un ou plusieurs vice-présidents.

## REMUNERATION DES MANDATAIRES

---

### **Ajout d'une mention explicitant les règles déjà applicables au sein de la FFN et découlant de la réglementation fiscale (article 13) :**

À l'exception des dispositions prévues aux deux alinéas précédents, les membres du CODIR ou du bureau exécutif ne peuvent recevoir aucune rétribution de la FFN. Ils peuvent être remboursés des frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions, dans les conditions précisées par le règlement financier.

## VACANCE DE LA PRESIDENCE

---

### **Prise en compte de la fonction de président délégué (article 14.1) et modification du délai dans lequel s'organise l'AG électorale :**

En cas de vacance du poste de président pour quelque cause que ce soit, en dehors de l'hypothèse de la révocation complète du CODIR en application de l'Article 9.2.6, les fonctions de président sont exercées provisoirement par le Président délégué ou à défaut par un vice-président, selon l'ordre de préséance. Pour le cas où la durée du mandat restant à courir du président est supérieure à six mois, il est procédé, dans les conditions prévues par le règlement intérieur, à l'élection d'un nouveau président lors d'une assemblée générale électorale partielle

## CSOE

---

### **Précisions apportées aux articles pour répondre à certaines interrogations susceptibles d'être soulevées (notamment la compétence de la CSOE en premier et dernier ressort) :**

#### *16.1.1. Mission de la CSOE*

La CSOE est chargée de veiller au respect des dispositions prévues par les Statuts et le Règlement Intérieur, lors des opérations de vote relatives à l'élection ou à la révocation des instances dirigeantes et du président de la FFN, de la commission des sportifs de haut-niveau ainsi que des représentants des « officiels » et « entraîneurs ».

#### *16.1.2. Composition de la CSOE*

La CSOE se compose a minima de quatre (4) membres, dont une majorité de personnes qualifiées spécifiquement désignées par le comité directeur de la FFN.

Leur mandat est renouvelable.

Elles sont choisies par le CODIR qui procède également à leur remplacement en cas de cessation anticipée de leurs fonctions pour quelque cause que ce soit.

Ces membres ne peuvent être candidats aux élections du CODIR de la FFN, des ligues régionales (LR) ou des comités (inter)départementaux (CD).

Le président de la CSOE est désigné par le conseil d'administration. Lors des prises de décisions, il a voix prépondérante en cas d'égalité. En cas d'absence du président, la commission est présidée par le doyen d'âge

#### *16.1.3. Saisine de la CSOE*

La CSOE peut s'autosaisir ou être saisie par tout candidat, en accord avec le candidat placé en tête de liste, notamment pour tout litige relatif à la recevabilité des candidatures, en particulier les cas d'inéligibilité.

#### 16.1.4. Moyens d'action

[...]

Elle se prononce par une décision prise en premier et dernier ressort sur la recevabilité définitive des candidatures aux élections des instances dirigeantes de la FFN.

## CED<sup>1</sup>

---

**Mise à jour des mentions relatives au CED, dans le cadre de la refonte du règlement intérieur du CED (les modifications proposées ont été approuvées par le CED). Une des volontés est notamment d'avoir une plus grande flexibilité dans la nomination des membres (article 19) :**

Le Comité d'éthique et de déontologie (CED) est composé de sept à neuf membres nommés pour quatre ans, dont son propre président, désignés par le CODIR sur proposition du Président et n'occupant aucune fonction d'élu ou de salarié au sein de la FFN ou de ses organes déconcentrés.

En plus de son Président, le CED se compose a minima de :

- 1° deux personnalités ayant compétence dans le domaine juridique ;
- 2° deux personnalités ayant compétence dans les domaines scientifique, médical ou technique ;
- 3° deux personnalités reconnues pour leur expérience ou leur rayonnement dans le domaine du sport.

Les membres nommés sont reconnus pour leur respect des valeurs éthiques et déontologiques.

Le mandat peut prendre fin par anticipation en cas de démission adressée au comité directeur.

Tout membre dont l'empêchement est constaté par le CED statuant à la majorité des deux tiers de ses membres est réputé démissionnaire.

En cas de vacance en cours de mandat pour quelque raison que ce soit, le président du Comité d'éthique veille à ce que le Comité Directeur désigne dans les meilleurs délais de nouveaux membres si le nombre minimal de membres nécessaire au fonctionnement du Comité d'éthique n'est pas atteint. Le mandat du nouveau membre expire en même temps que celui des autres membres du Comité d'Éthique.

### **Ajout d'une mention sur la fréquence des réunions :**

Le CED se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président ou à la demande de du tiers de ses membres

### **Clarification des compétences pour tenir compte des questions qui lui sont présentées :**

Le Comité d'éthique est compétent pour connaître des manquements à l'éthique et la déontologie commis par une personne physique ou morale à laquelle les Statuts de la FFN ou de ses organes déconcentrés s'appliquent à la date de commission des faits.

Le Comité d'éthique et de déontologie est compétent :

- pour veiller à l'application de la Charte d'éthique et de déontologie établie par la FFN et conforme aux principes définis par la charte prévue à l'article L. 141-3 du Code du Sport ;
- pour veiller plus largement au respect des règles d'éthique, de déontologie, de prévention et de traitement des conflits d'intérêts ;
- pour saisir, le cas échéant, les organes disciplinaires compétents ;

---

<sup>1</sup> Depuis la réunion de bureau du 23 avril 2025, le CED a proposé une nouvelle rédaction qui est celle présentée dans ce document.

- pour adopter un avis sur toute question intéressant l'éthique et la déontologie des disciplines de la Natation, prendre des décisions et répondre à des consultations pour donner un avis ou formuler des propositions sur toute question intéressant l'éthique et la déontologie des disciplines de la Natation.

Plus spécifiquement, le CED est compétent pour déterminer la liste des membres du CODIR de la FFN et des ligues régionales ainsi que des commissions statutaires prévues à l'article 16 des présents Statuts qui lui adressent une déclaration faisant apparaître les intérêts détenus à la date de leur nomination, au cours des cinq années précédant cette date et, au moyen de déclarations rectificatives, jusqu'à la fin de l'exercice de leur mandat.

Le CED saisit la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) de toute difficulté concernant ces déclarations d'intérêts.

Le CED adopte un règlement intérieur qui détaille ses modalités de fonctionnement et le périmètre d'action du CED.

Le CED rédige chaque année un rapport public d'activité, qu'il remet au Comité Directeur de la FFN et qui est présenté en Assemblée Générale. Ce rapport est rendu accessible au public sur le site internet de la Fédération.

## LIGUES REGIONALES

---

### **Encadrement de la mise sous tutelle des ligues régionales (article 20) :**

En cas de défaillance d'un organisme déconcentré mettant en péril l'exercice des missions qui lui ont été confiées par la FFN, le comité directeur de la fédération, peut prendre toute mesure utile, et notamment la convocation d'une assemblée générale de l'organisme déconcentré concerné, la suspension de ses activités, sa mise sous tutelle, notamment financière et le retrait de sa délégation. Si l'organe concerné est une ligue, le comité directeur peut également décider de suspendre pour une période déterminée, le reversement de la part régionale de la licence.

Avant la prise de toute mesure concernant un organisme déconcentré, le président de celui-ci est mis en mesure de faire valoir ses observations.

## LICENCE FEDERALE

---

### **Référence aux valeurs fédérales et ajout de la licence eau froide (article 21.1) :**

La licence prévue à l'article L.131-6 du Code du Sport est délivrée par la FFN marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux Statuts et Règlements de celle-ci, y compris aux valeurs fédérales, reprises dans la charte éthique notamment. Elle confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités que la FFN et ses structures affiliées organisent.

### **Précisions sur les procédures de refus de délivrance de la licence :**

#### **21.3. Refus de délivrance de la licence FFN**

La délivrance d'une licence annuelle ne peut être refusée que par décision motivée du Comité Directeur de la FFN pour tout motif autre que disciplinaire, notamment si la demande d'obtention n'a pas été faite en conformité avec les statuts et règlements fédéraux, en cas d'incapacité d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité prévu aux articles L.212-9 et L.322-1 du code du sport ou interdit d'exercice de fonction en application de l'article L.212-13 dudit code ou pour tout motif lié à l'intérêt général de la FFN, l'intéressé ayant été mis en mesure au préalable de faire valoir ses observations.



**Il est préférable pour les associations de prévoir que l'absence de paiement de la cotisation entraîne la démission de l'intéressé, plutôt que de prévoir la radiation, qui implique le suivi d'une procédure disciplinaire :**

#### 21.4. Perte de la qualité de licencié FFN

La qualité de licencié se perd par la démission ou par la radiation. Le non-paiement de la cotisation entraîne la démission présumée du licencié concerné.

La démission est prononcée suite au départ volontaire du licencié.

La licence peut être retirée à son titulaire :

- pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le Règlement Disciplinaire ou en application des dispositions du Code du sport en matière de lutte contre le dopage ;
- pour tout motif en contradiction avec le contrat d'engagement républicain ;
- par le bureau fédéral (le cas échéant en complément de la décision d'ouverture d'une procédure disciplinaire) :
  - en application de mesures de précaution et protection des licenciés ;
  - en cas d'incapacité, temporaire ou définitive, d'un licencié soumis au contrôle d'honorabilité.

Ajout d'une mention concernant les titres de participation :

#### **21.6. Autre titre de participation :**

La FFN peut ouvrir certaines activités définies par le règlement intérieur aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence pendant une période limitée et dans les conditions qu'il détermine. La délivrance d'un titre permettant la participation des non-licenciés à ces activités peut donner lieu à la perception d'un droit fixé par l'assemblée générale de la FFN, sur proposition du comité directeur.

# MODIFICATIONS DU REGLEMENT INTERIEUR

---

## STRUCTURATION DU REGLEMENT

---

Le règlement intérieur de la FFN (44 pages) était structuré en livres et titres.

Le livre I (règlements administratifs) comprenait 12 titres, le livre II (règlements sportifs) était composé d'un titre unique.

Dans un objectif de rendre la réglementation fédérale la plus claire, accessible et précise possible, il est précisé une nouvelle architecture réglementaire dont le découpage serait le suivant :

- Livre I : Administration et fonctionnement de la FFN ;
  - Titre I : L'assemblée générale ordinaire
  - Titre II : Le comité directeur
  - Titre III : Le président et le bureau
  - Titre IV : Les autres organes de la fédération
  - Titre V : Autres composantes du fonctionnement de la FFN
    - Conseil des territoires
    - Assemblée des départements
    - Conseil consultatif des clubs
- Livre II : Affiliations, licences et transferts ;
  - Titre I : La composition de la Fédération (ancien titre I du Livre I concernant l'affiliation)
  - Titre II : La vie des associations affiliées
  - Titre III : La Licence
  - Titre IV : Les transferts
- Livre III : Activités sportives de la FFN
  - Titre I : L'organisation sportive
  - Titre II : Le haut-niveau
  - Titre III : Principes généraux des compétitions sportives

## PREAMBULE

---

### **Restructuration et clarification du préambule avec l'ajout d'un article sur la neutralisation grammaticale du genre.**

#### *Article 1 : Structures affiliées*

La Fédération Française de Natation (FFN) reconnaît les associations sportives ayant pour but le développement, la promotion et la pratique des activités visées par l'article 1er des Statuts, ainsi que les sections correspondantes des clubs omnisports, sur l'ensemble du territoire français. Sont considérées comme structures affiliées, les clubs, dont les sections de clubs omnisports, régulièrement affiliés à la Fédération.

#### *Article 2 : Affiliations de la FFN*

La FFN est affiliée à World Aquatics (AQUA), seule Fédération régissant dans le monde les disciplines de la Natation Course, la Natation en Eau Libre, le Water-Polo, le Plongeon et la Natation Artistique.

La FFN est également affiliée à l'International Ice Swimming Association (IISA) régissant dans le monde la Natation en Eau Froide.

Les décisions de suspension ou disqualification prises par une fédération nationale membre de AQUA ou par AQUA elle-même, ou par l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (AFLD), sont obligatoires pour toutes les autres.

### *Article 3 : Disciplines de la fédération*

Sont considérées comme disciplines fédérales, les disciplines suivantes : natation course, natation artistique, water-polo, eau libre, plongeon et eau froide ainsi que leurs adaptations en fonction du public concerné.

Le terme "Natation" est employé pour désigner ces différentes disciplines.

### *Article 4 : Remarque concernant l'emploi du masculin*

Sauf mention contraire expresse, le genre masculin est utilisé comme générique dans les règlements fédéraux, dans le seul but de ne pas alourdir le texte et en accord avec les préconisations de l'Institut national de la langue française relatives à la neutralisation grammaticale du genre.

## **REUNION DES ORGANES DE DIRECTION**

---

Pour plus de clarté, les articles 5 et 6, 13 et 14, 18 et 19 suivent le même schéma :

- .1 – Convocation
- .2 – Convocation à l'initiative des membres
- .3. – Organisation générale
- .4 – Ordre du jour
- .5 – Modalités de participation
- .6 – Modalités de vote et consultation écrite des membres
- .7 – Décisions prises par [l'organe de direction]

Article - Procès-verbaux

Les délais de convocation sont ainsi clarifiés, les possibilités de vote électronique ou de consultation écrite pour le Bureau et le CODIR ainsi que les compétences en matière de fixation de l'ordre du jour ou de rédaction des PV sont précisées.

## **CSOE<sup>2</sup>**

---

### **Création d'un droit à l'erreur, dans l'objectif de conforter les principes démocratiques au sein de la fédération :**

#### *Article 7 : Examen de la recevabilité des candidatures*

Le contrôle de la recevabilité des listes et des candidatures individuelles relève de la compétence de la commission de surveillance des opérations électorales (CSOE).

Les décisions de la CSOE sont sans appel.

La CSOE réceptionne les listes de candidats ou les candidatures individuelles, pendant la période de dépôt des candidatures.

Dans le cadre de l'examen de la recevabilité des candidatures, si la liste n'est pas conforme ou qu'une candidature n'est pas recevable, la CSOE le notifiera à la personne tête de liste ou au

---

<sup>2</sup> Suite aux observations formulées lors de la réunion de bureau du 23 avril 2025, une reformulation de cet article est proposée.

candidat concerné et accordera un délai supplémentaire de régularisation de la candidature. Ce délai ne pourra pas excéder 48 heures, à compter de la notification de la décision par la CSOE.

Dans cette hypothèse, le dossier de candidature devra être renvoyé par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par tout autre moyen permettant de faire la preuve de la date et de l'heure de réception.

Ce droit à l'erreur ne s'applique pas dans les cas suivants :

- S'il s'agit d'une erreur grossière ou témoignant d'une négligence grave. Par exemple, une fausse candidature, une liste incomplète.
- L'erreur ne peut pas être régularisée. Par exemple, absence de dépôt de la candidature pendant la période de dépôt.

## **POUVOIRS DU CODIR**

---

Précision sur les pouvoirs du CODIR en complément des statuts, pour éviter tout litige :

Le Comité Directeur est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire ou autoriser tous actes qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale ou à un autre organe de la FFN.

Notamment, le Comité Directeur :

- élit en son sein les membres du bureau, autres que le président ;
- surveille la gestion des membres du Bureau et a le droit de se faire rendre compte de leurs actes ;
- arrête les comptes annuels qui sont soumis à l'assemblée générale pour approbation ;
- établit le budget de la FFN qu'il soumet à l'assemblée générale pour approbation ;
- approuve tout projet et toutes modifications des statuts, du règlement intérieur et du règlement financier en vue de les soumettre pour approbation à l'assemblée générale ;
- approuve tout projet et toutes modifications ultérieures de tous autres règlements de son ressort ;
- autorise le Président et le Trésorier à faire tout achat, aliénation ou location autres que ceux visés à l'article 4 des Statuts qui relèvent de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale ;
- homologue les propositions faites par les commissions prévues aux articles 16 des Statuts et 15 du présent Règlement Intérieur ;
- prononce les mesures administratives de radiation des structures affiliées et prend acte des démissions et retraits ;
- réforme, le cas échéant, les décisions du bureau fédéral et des commissions fédérales (autres que les commissions statuant en premier et dernier ressort, dans leur champ de compétences), dans les cas prévus au présent règlement intérieur ;
- Crée et supprime les commissions et cercles de compétences fédéraux, autres que ceux prévus par le code du sport ;
- propose à l'assemblée générale le prix des licences, le montant des droits d'affiliation ainsi que la partie de leurs montants qui est ristournée, le cas échéant, aux ligues régionales ;
- se prononce sur d'éventuelles délégations non expressément prévues par les présents statuts ou règlements fédéraux et qui s'avèreraient utiles à la bonne gestion des disciplines et au fonctionnement de la FFN ;
- Fixe l'orientation de la politique sportive fédérale et des relations avec les pouvoirs publics et les autres fédérations françaises et étrangères.

Toute contestation d'un licencié ou d'une association affiliée, ainsi que toute contestation relative à l'application des règlements fédéraux, hormis le règlement disciplinaire, doit au préalable faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Comité Directeur avant la saisine de toute autre juridiction.

## **PRESIDENT DELEGUE**

---

### **Création d'un article précisant les fonctions de Président délégué et prévoyant la possibilité de délégations de pouvoirs.**

#### *17.2.3 - Le Président délégué*

Le Président délégué assiste le Président de la FFN dans la réalisation de ses missions ; il supervise le travail des autres membres du bureau.

Il peut recevoir une délégation de pouvoir du Président pour certaines missions qui lui sont attribuées. L'exercice des missions déléguées impose au président délégué d'informer le président sur leur avancée.

Il peut être amené à remplacer provisoirement le président en cas de vacance.

## **CERCLES DE COMPETENCES**

---

### **Ajout de mentions relatives au fonctionnement des CC et la durée des mandats de leurs membres :**

#### *22.2 - Fonctionnement*

Un Président est désigné par le Comité Directeur pour la durée de l'olympiade (sauf démission ou révocation), pour chaque cercle de compétences déterminé. Il est en charge de sa constitution et de son animation.

Chaque Président possède une feuille de route validée par le Bureau Exécutif, et a pour mission de fédérer et d'animer le réseau le plus large possible afin d'intégrer tous les experts reconnus dans le domaine de son cercle de compétences.

Les membres des cercles de compétence ont l'obligation d'être licenciés durant toute la durée de leur mandat. À titre dérogatoire, les candidats à la commission de surveillance des opérations électorales, aux commissions disciplinaires, au comité d'éthique et à toute autre commission sur décision du comité directeur, n'ont pas l'obligation d'être licenciés pour être élus.

Les membres des cercles de compétences sont indemnisés de leur déplacement au lieu de la réunion et des frais y afférents, conformément aux Règlements Financiers.

Les cercles de compétence se réunissent sur convocation de leur président ou à la demande de la majorité de leurs membres. Chaque réunion donne lieu à l'élaboration d'un compte rendu transmis au bureau exécutif.

## **REFONTE SUR LES AUTRES COMPOSANTES DU FONCTIONNEMENT DE LA FFN**

---

Proposition de suppression du congrès des clubs, dont le format n'a pas permis de maintenir cette organisation dans le temps.

Ajout de mentions relatives au Conseil des territoires, de l'assemblée des départements et du conseil consultatif des clubs :

### **ARTICLE 24 - LE CONSEIL DES TERRITOIRES**

---

Le conseil des territoires est composé, pour chaque territoire, du président de la ligue régionale, ou d'un de ses vice-présidents spécialement missionné par lui.

Il constitue une force de propositions innovantes pour la mise en œuvre de la politique fédérale. Il permet d'authentifier les axes de développement fixés et d'en assurer la déclinaison adaptée aux diversités territoriales.

## ARTICLE 25 - ASSEMBLEE DES DEPARTEMENTS

---

L'assemblée des Départements est composée, pour chaque territoire, du président du Comité Départemental, ou d'un de ses vice-présidents spécialement missionné par lui.

Il se réunit à l'initiative des membres du bureau de la fédération et constitue un temps d'échanges et de discussions entre les instances fédérales et les comités départementaux. En complément du conseil des territoires, il permet d'authentifier les axes de développement fixés et d'en assurer la déclinaison adaptée aux diversités territoriales.

## ARTICLE 26 - CONSEIL CONSULTATIF DES CLUBS

---

### 26.1 ADMINISTRATION

Le Conseil consultatif des clubs est un organe consultatif et de réflexion regroupant des présidents de clubs affiliés. Présidé, dirigé et animé par le Président du Cercle de Compétences afférent, le Conseil consultatif des clubs se réunit chaque fois que nécessaire, pour traiter des questions qui lui sont soumises.

Les moyens d'actions de ce conseil consultatif des clubs sont notamment :

- l'organisation de webinaires à destination des dirigeants des clubs affiliés ;
- la mise en place d'un baromètre ou d'enquêtes concernant le fonctionnement des clubs FFN ;
- le déploiement d'outils visant à faciliter la gestion administrative des clubs.

### 26.2 CONSULTATION DES ASSOCIATIONS AFFILIEES

Les associations affiliées peuvent être consultées sur tous sujets en lien avec la mise en œuvre de la politique fédérale et/ou les choix stratégiques de la FFN.

Cette consultation peut prendre la forme d'une question ou série de questions, à choix unique ou multiple, qui est soumise par voie électronique à l'ensemble des associations affiliées.

Le résultat de cette consultation ne revêt pas le caractère d'une délibération mais peut être pris en considération dans la prise de décision par le Comité Directeur de la FFN, dans le cadre de ses attributions.

## ARTICLE 27 : LES SERVICES DE LA FFN

---

Les services de la fédération assurent le fonctionnement courant de la fédération, en relation avec les organes ou commissions statutaires compétents. Ils sont placés sous l'autorité du directeur général de la fédération.

Toutes les lettres envoyées à la FFN doivent être adressées sous cette rubrique :

**Fédération Française de Natation**

**104 Rue Martre CS 70052**

**92583 CLICHY Cedex**

Les versements peuvent être effectués par paiements par carte bancaire, virements ou chèques établis à l'ordre de la « Fédération Française de Natation » sans autre dénomination.

## PROCEDURE D'AFFILIATION

---

**Tout d'abord, sur les formalités administratives, pour tenir compte de la pratique il est proposé d'ajouter le document suivant dans les pièces exigées (article 30.1) :**

b) la copie du récépissé de déclaration en préfecture de l'association comportant sonle Numéro RNA (Registre National des Associations) de l'association ;

**Ensuite, compte tenu des problématiques qui ont été soulevées en début de saison et de certaines difficultés rencontrées lors d'une procédure de conciliation, il est proposé de faire une modification textuelle des modalités d'affiliation et de venir préciser les motifs permettant à une ligue de s'opposer à une demande d'affiliation. Les organes compétents pour accepter ou refuser une affiliation sont également précisés :**

### *30.2 - Avis d'opportunité de la ligue*

La ligue est chargée de rendre un avis d'opportunité sur l'affiliation demandée, au regard de :

- l'intérêt général qui s'attache à la promotion et au développement des disciplines fédérales ;
- la compatibilité de l'objet, de l'organisation ou du fonctionnement du groupement concerné au regard de la réglementation fédérale.

À cet égard, la ligue pourra notamment prendre en compte, sans que ces critères ne soient exhaustifs ni définitifs :

- la conformité des activités de l'association à la vocation éducative de la fédération ;
- l'existence d'un ou plusieurs autres clubs affiliés sur la même commune et/ou les éventuels litiges entre ces clubs ;
- le positionnement des collectivités territoriales vis-à-vis du club demandeur ;
- l'accès dont dispose l'association sportive à un équipement aquatique pour organiser la pratique d'activités aquatiques (les créneaux prévisionnels des activités proposées ou les lignes d'eau dont bénéficie l'association) ;
- le renforcement de la pluridisciplinarité au sein des clubs et sur un même territoire.

Dans le cadre de cet avis, la ligue peut s'appuyer sur le Comité départemental dont dépend l'association sportive, en fonction de l'adresse de son siège social.

La ligue pourra également solliciter auprès du club certaines pièces complémentaires.

Toute demande d'affiliation complète doit être présentée à la Fédération par la ligue.

### *30.3 - Décision d'affiliation*

L'administration fédérale instruit le dossier de demande d'affiliation.

Notification est faite de la décision fédérale d'affiliation ou de refus d'affiliation au club concerné ainsi qu'à sa ligue d'appartenance, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande par la fédération :

- Si le dossier est complet, conforme aux dispositions réglementaires fédérales, qu'il a reçu un avis favorable de la ligue et qu'il ne soulève aucune difficulté juridique, le Bureau délègue à l'administration fédérale la compétence de prononcer l'affiliation du club ;
- Si le dossier est incomplet, non conforme aux dispositions réglementaires fédérales ou qu'il a reçu un avis défavorable motivé de la ligue, le dossier sera examiné directement par le Bureau qui notifiera :
  - les conditions sous lesquelles l'association pourrait se voir accorder l'affiliation ;
  - ou la décision motivée de refus d'affiliation.

Une fois la demande validée par la Ligue régionale puis la FFN, cette dernière enregistre les données relatives à ce nouveau club sur la base de données fédérales.

**Enfin, pour répondre à une autre problématique s'étant posée en début de saison et pour répondre à des contraintes techniques, il est proposé d'ajouter l'article suivant :**

#### *Article 31- Modification des informations d'affiliation*

Tout club qui désire changer de nom ou dont le changement d'adresse de siège social implique un changement de Comité départemental ou de Ligue d'appartenance, en demande l'autorisation à la Fédération et en informe les comités départementaux et ligues concernées.

Une telle demande doit intervenir avant le 1er juin pour prendre effet au début de la saison suivante.

Le club doit fournir un récépissé de déclaration de modification du nom de l'association ou de son siège social délivré par la préfecture.

## **100% LICENCE**

---

### **Ajout de la mention suivante (article 35.1) :**

Les licenciés titulaires d'un mandat au sein de la fédération et/ou de ses organes déconcentrés sont garants du respect du principe de 100% licence au sein de leur club d'appartenance. Dans le cas contraire, ils s'exposent à des poursuites disciplinaires, en sus des amendes qui pourraient être appliquées au club pour non-respect de cette obligation, en application du règlement financier.

## **LICENCE NPT**

---

**Fusion des obligations médicales préalables à la délivrance de cette licence, dans l'article dédié concernant la délivrance des licences aux personnes majeures (article 36.2.1).**

## **TITRE DE PARTICIPATION**

---

### **Ajout de la mention suivante (article 35.2) :**

Leur souscription vaut adhésion par son titulaire, pour la durée de validité du titre, aux règles fédérales nationales, aux règles de la fédération internationale de la discipline concernée, et à l'autorité disciplinaire de la FFN.

**La numérotation des articles du Livre III nouvellement créé est modifiée mais les articles ne sont pas modifiés dans leur substance.**



# MODIFICATIONS DU REGLEMENT DISCIPLINAIRE

---

## FONCTIONNEMENT DES ORGANISMES

---

**Suppression des mentions faisant référence à un éventuel vice-président puisqu'en pratique le CODIR ne nomme que la présidente.**

## DELAIS ET PROCEDURE

---

**Au regard des questions qui ont été soulevées en cours d'année, il est apparu nécessaire de préciser les modalités de décompte du délai de 7 jours calendaires fixé par le règlement (article 14 et 19.1) :**

Ce délai court à partir du lendemain de l'envoi de la convocation à 00h00 (à N+1) et s'achève 7 jours plus tard à 23h59 (à N+7).

**Clarification des modalités d'appel (article 19.2) :**

Pour être recevable, l'acte d'appel doit être formulé par courriel auprès du secrétariat de l'OGA à l'adresse électronique suivante : [juridique@ffnatation.fr](mailto:juridique@ffnatation.fr).

Il doit prendre la forme d'un courrier adressé au Président de l'OGA et exposant les moyens soulevés par l'appelant. La copie de la décision contestée doit également être jointe à la demande.

## APPEL INCIDENT

---

Création d'article pour correspondre à la pratique :

En cas d'appel principal reçu par le secrétariat de l'OGA contre une décision de première instance, les délais dans lesquels un appel incident peut être formé sont identiques pour la personne poursuivie et, le cas échéant, son représentant légal, son conseil ou son avocat.

En revanche, l'autorité qui a engagé les poursuites disciplinaires, le Président de la Ligue ou de la Fédération, le Bureau Régional ou Fédéral ou le Comité Directeur Régional ou Fédéral, respectivement selon la compétence territoriale de l'organisme disciplinaire, ou le comité d'éthique et de déontologie disposent d'un délai supplémentaire de 5 jours suivant l'expiration du délai principal.

## CONTESTATION DES DECISIONS ARBITRALES (W-P)

---

**Compte tenu de la compétence territoriale des organes disciplinaires de première instance (ODF traite des faits survenus lors des compétitions organisées par la FFN, les ODR traitent des faits survenus lors des compétitions organisées par les ligues ou CODEP), il est apparu nécessaire, s'agissant des contestations des décisions arbitrales, de prévoir la mention suivante :**

Le licencié concerné par une sanction et/ou suspension automatique peut saisir l'Organe Disciplinaire de première instance compétent, au plus tard 48 heures après l'issue de la rencontre considérée, par courrier électronique adressé au secrétariat des organismes (à l'adresse [disciplinaire.waterpolo@ffnatation.fr](mailto:disciplinaire.waterpolo@ffnatation.fr) s'agissant des divisions de niveau national), pour lui demander d'être entendu(e).

**Cette proposition de modification est donc susceptible d'entraîner des conséquences au sein des ligues (cela concernait 2 décisions au cours de cette saison).**

## **VOIES ET DELAIS DE RECOURS (W-P)**

---

Il est proposé de diviser les articles 24 et 25 en deux sections, pour bien distinguer les règles applicables à la disciplinaire du W-P.

Il est en outre précisé que les décisions font l'objet d'une publication sur Clupik.

## **BAREME DISCIPLINAIRE**

---

Comme évoqué lors de la réunion de bureau du 23 avril, une proposition de refonte du barème des sanctions de référence a été présentée par le service juridique, au CC Water-polo lors de sa réunion du 28 avril. L'objectif poursuivi était de rendre plus cohérentes les sanctions de référence avec les fautes reprochées.

Le CC W-P souhaite retravailler ce barème avant de le soumettre pour approbation au CODIR.

Le règlement disciplinaire est donc susceptible de vous être soumis à nouveau, avant le début de la saison prochaine.

# MODIFICATIONS DU REGLEMENT MEDICAL

---

**Mise à jour de certaines mentions : le Président du Pôle Santé n'existe plus (il s'agit désormais d'un département médical), précisions dès que nécessaire que les médecins doivent être inscrit à l'ordre national des médecins, invitation d'un interlocuteur du juridique lors des réunions du CC (article 1.1).**

**Mise en cohérence avec le règlement intérieur par l'ajout d'une mention relative au questionnaire de santé (Chapitre 7) :**

Pour les majeurs comme pour les mineurs, lorsqu'une réponse au questionnaire de santé conduit à un examen médical, l'obtention ou le renouvellement de licence nécessite la production d'un certificat médical datant de moins de six mois et permettant d'établir l'absence de contre-indication à la pratique de la ou des disciplines fédérales envisagées.

**Prise en compte d'une modification apportée au Code du sport fin 2024 (chapitre 10) :**

Par exception et conformément à l'article D.221-2-1 du code du sport, pour les sportifs inscrits dans la catégorie Reconversion, les modalités du suivi médical sont allégées et pourront prendre la forme d'un questionnaire relatif à son état de santé.